

## ***L'école, une arme de compréhension massive***

*dans LLB, 9-10/6/12*

Jean-Louis JADOULLE, Dr en Philosophie et Lettres, Professeur de didactique de l'histoire à l'Université de Liège

Depuis quelques semaines, un probable consensus se dessine entre les partis politiques en Fédération Wallonie-Bruxelles pour mettre sur pied « un parcours d'intégration » auquel tous les primo-arrivants seraient invités (ou contraints ?) à participer.

Si les expériences menées par diverses associations suggèrent que des personnes d'origine étrangère peuvent effectivement trouver un bénéfice dans des activités qui visent à leur apprendre la langue, les règles, les habitudes, les valeurs, les droits et devoirs... qui sont de mise chez nous, il est évidemment vain d'attendre de ces « parcours d'intégration » qu'ils résolvent tous les problèmes que pose le « vivre ensemble ».

Destinés aux primo-arrivants, ces « parcours d'intégration » ne devraient en effet pas concerner les populations d'origine étrangère déjà installées chez nous. Ils n'inclueront donc pas les jeunes des deuxième, troisième... générations, dont les parents ne maîtrisent pas, tous, une des langues nationales ni ne connaissent, tous, les valeurs fondatrices de notre société, les droits et devoirs qui sont les leurs... Comment leurs enfants se les approprieront-ils... si ce n'est à grâce à l'École ? ...

De plus, les « parcours d'intégration » ne concerneront évidemment pas les citoyens belges, les jeunes notamment. Or, la qualité du « vivre ensemble » dépend tout autant d'eux. Comment nier, en effet, que l'importance des préjugés de toutes sortes, dont les populations des pays d'accueil sont porteuses, complique, pour le moins, l'« intégration » des personnes venues de l'étranger ? Au « parcours d'intégration » qui sera proposé à ces dernières, devraient donc répondre des « parcours de compréhension » à destination des premières. Mais comment les jeunes belges pourront-ils « comprendre » la mondialisation, les migrations internationales, la multiculturalité, tous ces phénomènes qui bousculent notre « vivre ensemble », et prendre distance critique face aux stéréotypes qui font le lit des populismes et de l'extrême droite... si ce n'est à l'École ? ...

À l'heure où l'on s'apprête à mettre sur pied des « parcours d'intégration », il nous paraît donc indispensable de rappeler que l'École demeure le meilleur « parcours de compréhension », à garantir à tous les jeunes, qu'ils soient d'ici ou venus d'ailleurs. L'École a en effet toujours constitué une « arme d'intégration massive ». Pour le pire, quand, aux XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> s., elle a été mise au service des nationalismes, du racisme, des stéréotypes sexistes... ; pour le meilleur, quand, depuis plusieurs décennies, elle s'est mise au service de la compréhension internationale, de l'égalité homme-femme, de l'éducation citoyenne...

Au cœur de ce travail d'« intégration » ou de « citoyennisation », il conviendrait de revaloriser l'enseignement des sciences humaines. Celui-ci est notamment concerné par un projet de décret de la Ministre M.-D. Simonet visant à réformer la grille horaire dans l'enseignement technique de qualification et professionnel et à développer la formation générale des élèves. Ce projet a donné lieu à la publication d'une lettre ouverte signée par plus de 140 enseignants, formateurs d'enseignants et membres de la société civile, inquiets de ses retombées<sup>1</sup>. Les propos rassurants de la Ministre, via *La Libre Belgique*<sup>2</sup> ou en Commission de l'Éducation, au Parlement de la Communauté française, n'ont pas apaisé ces inquiétudes.

---

<sup>1</sup> <http://www.enseignons.be/actualites/2012/05/17/renforcer-formation-sciences-humaines-histoire-geo/>

<sup>2</sup> *Non, les cours d'histoire-géo ne disparaîtront pas !*, dans *La Libre Belgique*, 11/5/2012, p. 9.

Si on peut en effet se réjouir de l'élargissement de la formation générale par l'ajout d'un cours de sciences économiques et sociales ainsi que du renforcement de l'histoire et de la géographie au 2<sup>e</sup> degré du professionnel, ces deux dernières disciplines ne pourront plus être enseignées en 7<sup>e</sup> P. De plus, en 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> années, les nouvelles grilles ouvrent la possibilité pour les pouvoirs organisateurs de ramener l'enseignement de la géographie et de l'histoire sur une seule année (en 5<sup>e</sup>) pour faire place, en 6<sup>e</sup>, à un cours de sciences économiques et sociales. Celui-ci ne ferait pas appel aux apports spécifiques de l'histoire et de la géographie, ni aux enseignants de ces disciplines.

Les quotas horaires maximums fixés pour la formation commune sont en effet supérieurs à la somme des maximums accordés à chaque branche. Ils risquent donc d'amener les réseaux à supprimer l'histoire et la géographie en 6<sup>e</sup>. Cette option est d'ailleurs encouragée dans la note du Gouvernement qui précise que « l'idée est de prévoir la formation historique et géographique plutôt au 2<sup>e</sup> degré et au début du 3<sup>e</sup> degré [en 5<sup>e</sup>] pour terminer par la formation sociale et économique. Les cours d'une période/sem. [50'] seront interdits et devront être regroupés sur une année scolaire à raison de 2 périodes/sem. ». À moins que les pouvoirs organisateurs ne ramènent de 4h à 2h les mathématiques, le français ou les langues modernes au 3<sup>e</sup> degré en qualification. Peu probable. En professionnel, seul le cours de français pourrait être réduit, ce qui est sûrement à exclure.

Dans son souci d'ouvrir la formation générale aux sciences économiques et sociales, la Ministre risque donc d'amener les réseaux à contracter la formation géographique et historique des élèves du qualifiant, laquelle est déjà, grosso modo, inférieure de moitié à celle des élèves dans les filières de l'enseignement général.

Bien sûr, nos élèves souffrent d'une carence majeure de clés de lecture des réalités économiques et sociales. Les crises qui se sont succédé depuis 2008 demeurent, pour beaucoup, largement illisibles. Les sciences économiques et sociales ont un rôle essentiel à jouer dans la formation citoyenne.

Mais faut-il pour autant faire table rase de l'histoire et de la géographie, en 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> années de l'enseignement qualifiant ? À l'heure où l'on se demande si « Marine Le Pen est compatible avec la République », les référents historiques nécessaires pour décoder les ressorts de l'extrême droite et se rappeler les fondements des valeurs de la République ne sont-ils pas aussi pertinents que ceux que peuvent livrer les sciences économiques et sociales ? À l'heure où l'on s'interroge sur la manière de faire face au défi climatique, la géographie n'est-elle au moins autant à même que l'économie de faire comprendre aux élèves le phénomène de réchauffement auquel l'Homme doit faire face ?

Pour assurer à tous les élèves l'indispensable « parcours de compréhension », qui est le pendant indispensable du « parcours d'intégration » dont nos élus débattent, il serait bien plus judicieux, plutôt que de substituer les sciences économiques et sociales à l'histoire et à la géographie, d'affecter davantage de temps d'apprentissage aux sciences humaines, dans leur ensemble, en évitant de les mettre en concurrence, en exploitant leurs complémentarités et en les intégrant, plutôt qu'en les juxtaposant.

L'importance qui est accordée aujourd'hui aux sciences humaines, et leur mise en concurrence par le projet du Gouvernement, ne peut conduire qu'à un déficit de formation, donc à un déficit de compréhension de l'autre au détriment du « vivre ensemble » auquel nos élus prétendent pourtant œuvrer. Une occasion manquée de faire preuve de cohérence et de donner à l'École les moyens d'être ce qu'elle pourrait être : une réelle « arme de compréhension massive ».